



25 septembre 2024

79e session de l'Assemblée générale des Nations unies **L'ONU a besoin d'urgence un pacte décisif** **pour le présent pour mettre fin** **au génocide américano-sioniste**



- L'ONU a besoin d'urgence un pacte décisif pour le présent pour mettre fin au génocide américano-sioniste
 - Le «Sommet de l'avenir» révèle la nécessité de mettre de côté les descriptions et d'établir des rapports fondés sur des définitions modernes
- Les chefs d'État et de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères s'adressent à l'Assemblée générale

79e session de l'Assemblée générale des Nations unies **L'ONU a besoin d'urgence un pacte décisif** **pour le présent pour mettre fin au génocide** **américano-sioniste**

Le 22 septembre, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté son ordre du jour sous le thème « Pacte pour l'avenir ». C'est un leurre, car les peuples du

monde ne peuvent pas exiger des comptes à l'avenir, ils peuvent seulement exiger des comptes au présent, et ils exigent que des mesures décisives soient prises aujourd'hui. L'urgence est d'arrêter les États-Unis et l'État sioniste d'Israël dans leur génocide contre le peuple palestinien, leur guerre contre le Liban et leur menace contre tout pays de la région qui refuserait de les aider à réaliser leur objectif criminel d'éliminer les Palestiniens.

Les actions criminelles des impérialistes américains et de leur cabale de complices incluent celles de l'État sioniste d'Israël, dont les crimes de guerre ont largement dépassé les limites établies. Cela inclut également les grandes puissances d'Europe et l'Union européenne, ainsi que le Canada, qui financent et soutiennent tous l'État criminel d'Israël et son génocide. Les peuples du monde exigent que ces criminels soient arrêtés et qu'ils rendent des comptes. Des tentatives sont faites pour porter des accusations concrètes contre les chefs d'État et les hauts fonctionnaires de ces pays et organisations internationales qui violent le droit international en refusant d'appliquer les arrêts de la Cour



internationale de justice concernant le génocide israélien et l'occupation de la Palestine. Le problème majeur reste le manque de pouvoir des États membres des Nations unies. En effet, l'Assemblée générale est soumise aux décisions du Conseil de sécurité, dont les cinq membres ont un droit de veto sur toute action. Pendant ce temps, les impérialistes américains et leur cabale de complices s'en tirent avec leur frauduleux ordre international, celui qu'on dit basé sur des règles, lesquelles règles ils inventent au fur et à mesure. Ainsi, ils prétendent qu'Israël a le droit de commettre le génocide pour « se défendre » contre la résistance à son occupation et à ses crimes.

Au lieu de s'attaquer directement à ce problème, les chefs d'État et de gouvernement qui participent au débat général de la 79e session de l'Assemblée générale « ont pris 56 engagements à agir pour protéger les besoins et les intérêts des générations actuelles et futures dans le contexte des changements climatiques, des crises et des conflits qui secouent actuellement la planète », rapporte l'agence de presse de l'ONU.

De nombreux intervenants ont évoqué la nécessité de réformer le Conseil de sécurité et d'autres « institutions mondiales essentielles au maintien de la paix », mais l'éléphant dans la pièce reste que les États-Unis utilisent le droit de veto accordé aux cinq membres permanents sans avoir à rendre compte de leurs actions. Le génocide du peuple et de la nation palestiniens se poursuit parce que

les structures actuelles permettent à Israël de violer le droit international et de commettre le génocide.

L'Assemblée générale a adopté la résolution intitulée « Le Pacte pour l'avenir » (A/79/L.2) sans vote, mais non sans avoir rejeté une motion de la Fédération de Russie visant à poursuivre l'examen du texte. Lors d'un vote enregistré, la Biélorussie, la République populaire démocratique de Corée, l'Iran, le Nicaragua, la Fédération de Russie, le Soudan et la Syrie ont voté en faveur de la poursuite de l'examen du texte. « Il aurait été optimal de ne pas proposer ce texte non consensuel et de poursuivre les négociations jusqu'à ce que ce document soit finalement acceptable par tous », a déclaré le représentant de la Fédération de Russie. Il a expliqué que l'amendement que propose la Russie tient compte des besoins des pays du Sud, mais veut les protéger des pressions exercées par « l'Occident collectif », qui n'a pas respecté ses obligations antérieures. Et « maintenant, il agit dans le dos » des pays du Sud, a-t-il ajouté.



Le «Sommet de l'avenir» révèle la nécessité de mettre de côté les descriptions et d'établir des rapports fondés sur des définitions modernes



Le « Sommet de l'avenir » a été convoqué sur proposition du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Il s'est déroulé du 22 au 23 septembre, avec la participation de chefs d'État et de gouvernement, d'observateurs, des Nations unies, de la société civile et d'organisations non gouvernementales. Le secrétaire général a prononcé un discours passionné mais de type descriptif sur les différents aspects des crises dans lesquelles le monde est plongé. Ce sont en général des descriptions qui reviennent à dire que la cause de la pauvreté est le manque d'argent, et non l'exploitation, et que la domination de certains sur d'autres s'appelle l'état de droit. La seule crise qu'il n'a pas mentionnée, sans doute la plus importante, est la crise de la pensée mondiale qui en est réduite à faire des calculs sur la force relative des puissances en déclin et des puissances émergentes et à souhaiter un nouvel équilibre qui harmonise les intérêts en gardant tout sous le contrôle d'intérêts privés supranationaux étroits.

Antonio Guterres a déclaré : « J'ai convoqué ce sommet parce que notre monde perd le nord et qu'il nous faut prendre des décisions difficiles pour le remettre sur la bonne voie. Les conflits font rage et se multiplient, du Moyen-Orient à l'Ukraine en passant par le Soudan, sans qu'une fin soit en vue. Notre système de sécurité collective est menacé par les dissensions géopolitiques, les prises de positions face au nucléaire, la mise au point de nouvelles armes et l'apparition de nouveaux théâtres d'hostilités. Les ressources qui pourraient se traduire en potentialités et être porteuses d'espoir sont investies dans la mort et la destruction. Des inégalités colossales freinent le développement durable. De nombreux pays en développement, croulant sous la dette, sont incapables de subvenir aux besoins de leur population. Nous n'avons pas, à l'échelle mondiale, de réponse efficace aux menaces émergentes et complexes, voire existentielles.

« La crise climatique détruit des vies, dévaste des communautés et ravage des économies. Nous connaissons, toutes et tous, la solution - l'élimination progressive des combustibles fossiles - et pourtant, les émissions ne cessent d'augmenter. Les nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle, se développent dans un vide éthique et juridique, sans gouvernance ni garde-fou. En somme, nos institutions et instruments multilatéraux sont incapables de relever efficacement les défis politiques, économiques, environnementaux et technologiques d'aujourd'hui. Et les défis de demain seront encore plus difficiles et plus dangereux à relever. [...]

« Le Conseil de sécurité de l'ONU est dépassé et son autorité s'érode. Sans une réforme de sa composition et de ses méthodes de travail, il finira par perdre toute crédibilité. L'architecture financière mondiale a été créée à une époque où de nombreux pays en développement se trouvaient sous domination coloniale. Elle ne représente pas les réalités de l'économie mondiale d'aujourd'hui et n'est plus en mesure de relever les défis économiques mondiaux que sont la dette, l'action climatique ou le développement durable. Elle ne fournit pas le filet de sécurité mondial dont les pays en développement ont besoin. [...]

« Le Pacte pour l'avenir vise à revitaliser les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris, à accélérer une transition juste vers un monde affranchi des combustibles fossiles et à garantir un avenir pacifique et vivable à tous les habitants de notre planète. »



Les chefs d'État et de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères s'adressent à l'Assemblée générale

Dans son intervention à l'Assemblée générale des Nations unies, le premier ministre carton découpé du Canada, Justin Trudeau, a tenu ses propos habituels, vides de sens, chauvins, arrogants et méprisants à l'égard des problèmes réels

auxquels sont confrontés la majorité de la population mondiale, la planète terre et l'humanité elle-même. Son allocution est une honte pour tout Canadien de conscience qui l'a vu ou entendu lancer des défis aux autres tout en faisant l'éloge des politiques de son gouvernement. Le Canada est partie intégrante du gouvernement de guerre des États-Unis, qui appuie le génocide israélien, la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine qui a pour objectif de détruire la Russie, les tentatives renouvelées des États-Unis de contrôler Haïti, les tentatives continues d'orchestrer des coups d'État dans tous les pays qui ne sont pas de connivence avec les États-Unis afin d'isoler la Russie et la Chine et de maintenir la mainmise des institutions américaines sur tous les aspects des relations internationales.

Sur un air d'insouciance, Justin Trudeau a parlé du programme national de garde des jeunes enfants, de son programme de repas scolaires et de soins dentaires, comme d'un engagement du Canada envers toutes les générations. « Ces choix reflètent un engagement à investir dans notre peuple et dans notre avenir, a-t-il dit. Mais aussi un engagement à s'attaquer ensemble aux grands problèmes mondiaux. »

Même ces projets sont des stratagèmes pour payer les riches et ils sont une bien piètre compensation pour la destruction et la privatisation des programmes sociaux. Et ce ne sont même pas des programmes libéraux, ce sont des concessions qui lui ont arrachées le NPD pour continuer de collaborer et de soutenir son gouvernement minoritaire.

En revanche, le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodriguez Parrilla, dans son discours au Sommet de l'avenir, a parlé ouvertement des problèmes vécus par les pays en développement et de la nécessité de réformes en profondeur pour s'y attaquer. Il a souligné que « nos débats sur l'avenir se déroulent alors que le génocide en Palestine se poursuit, sans réponse réelle de la communauté internationale, alors même que les institutions et les travailleurs des Nations Unies sont ciblés par les tirs d'Israël ».



Le ministre cubain des Relations extérieures Rodríguez Parrilla intervient au sommet, le 22 septembre 2024

« Il sera difficile de croire en cet avenir tant et autant que les pays développés s'opposent aux réformes en profondeur de l'architecture financière internationale, ce qui devrait être au cœur des discussions aux Nations unies », a poursuivi le représentant cubain. Il a expliqué: « Puisque ces revendications ont été amenuisées dans le Pacte de l'avenir, devons-nous croire aux promesses d'un plus grand accès aux ressources indispensables à notre développement? Comment croire à la promesse de paix, de non-ingérence ou de multilatéralisme alors que la

coercition, l'égoïsme, la domination et l'hégémonie sont en croissance et que la Charte des Nations unies et le droit international sont violés? »

Voilà qui est bien dit.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca